



GRUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Bâtiment Mundo-Madou
Avenue des Arts 7-8,
1210 Bruxelles
Tél. : +32 (0) 0484 942 792
Courriel : admi@grip.org
Internet : www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

NOTE D'ANALYSE – 3 février 2021

BERGHEZAN Georges. *Turquie : Une empreinte militaire de plus en plus pesante à l'extérieur (2^e partie)*, Note d'Analyse du GRIP, 3 février 2021, Bruxelles.

<https://www.grip.org/envahissante-turquie>



NOTE D'ANALYSE

Chypre, Irak, Syrie : Envahissante Turquie

par **Georges Berghezan**

3 février 2021

Résumé

Cette note d'analyse a pour but d'étudier les déploiements militaires de la Turquie à l'étranger. Dans une [note précédente](#), il était question des opérations effectuées dans le cadre de missions multilatérales (OTAN, UE, ONU...) ou d'accord bilatéraux avec les autorités légales des États concernés.

Cette note, en revanche, traite des interventions extérieures de la Turquie effectuées sans l'accord des gouvernements concernés, voire en opposition avec eux. Autrement dit, ces opérations pourraient être assimilées à des occupations militaires. De la plus ancienne à la plus récente, il s'agit des déploiements à Chypre, en Irak et en Syrie, opérés sans le consentement des gouvernements au pouvoir à Nicosie, Bagdad et Damas.

Ces opérations, qui s'inscrivent dans la durée (le début de l'occupation du nord de Chypre date de 1974 !), posent bien entendu de sérieux problèmes au regard du droit international, puisqu'elles violent la souveraineté et l'intégrité territoriale de trois États internationalement reconnus.

Abstract

Cyprus, Iraq, Syria: Invasive Turkey

This analysis note intends to study Turkey's military deployments abroad. In a previous paper, we discussed Turkish foreign deployments carried out within the framework of multilateral missions (NATO, EU, UN, etc.) or bilateral agreements with the central authorities of the territories concerned.

In contrast, this second note deals with Turkey's external interventions carried out without any agreement with the governments concerned, or even in opposition with them, in other words operations which could be assimilated to military occupations. From old to new, these are the deployments in Cyprus, Iraq and Syria, carried out without the consent of the governments in power in Nicosia, Baghdad and Damascus.

These operations, which are anything but short-term (the occupation of Northern Cyprus started in 1974!), pose serious problems under the international law, as they violate the sovereignty and territorial integrity of three internationally recognized states.

Introduction

La présente note est consacrée aux interventions militaires turques effectuées sans le consentement des gouvernements des États concernés, pour lesquelles Ankara invoque des accords avec des entités sécessionnistes ou autonomes (Chypre-Nord et Kurdistan irakien), avec des groupes armés (Syrie) ou avec d'autres puissances (Chypre et Syrie), voire simplement la défense de sa propre sécurité nationale. En Irak et en Syrie, les déploiements turcs s'accompagnent régulièrement d'opérations de combat au sol, soutenues par des frappes aériennes, ce qui les rend encore plus délicats du point de vue du droit international.

1. L'occupation du nord de Chypre

Le plus ancien déploiement turc actuellement en cours est celui dans le nord de Chypre. Il trouve son origine dans un coup d'État fomenté le 15 juillet 1974 par la « dictature des colonels » de Grèce et visant à unifier les deux pays. La Turquie a réagi en occupant 37 % de la surface de l'île, en faisant appel au *Traité de garantie* signé avec le Royaume-Uni le 16 août 1960, jour de l'indépendance de l'île. Ce traité autorise la Turquie et les autres signataires à « interdire, de tout leur pouvoir, toute activité visant à encourager, directement ou indirectement, l'union de Chypre avec un autre État »¹. Cependant, la chute des colonels à Athènes quelques jours plus tard, la restauration de la démocratie parlementaire à Chypre et l'abandon des prétentions grecques d'annexion n'ont pas entraîné le retrait des troupes turques de Chypre, divisée en deux zones depuis lors², en contradiction flagrante avec le *Traité de garantie* qui interdit également « la partition de l'île ».

Le second argument invoqué par la Turquie pour justifier la présence massive de ses troupes est qu'elle se fait en accord avec la République turque de Chypre du Nord (RTCN), entité indépendante établie en 1983³, reconnue uniquement par Ankara et dont la proclamation a été condamnée l'année suivante par le Conseil de sécurité de l'ONU⁴.

Le nombre de soldats turcs actuellement déployés à Chypre est mal connu. En 2017, un média britannique l'évaluait à 30 000⁵, un journal cypriste à seulement 15 000⁶, mais un site officiel turc avançait quelques mois plus tard le chiffre de 35 000⁷, une estimation reprise récemment par d'autres médias. En septembre 2018, le président turc Erdoğan déclarait que « nous ne diminuerons pas le nombre de nos soldats (à Chypre) mais, au contraire, nous l'augmenterons »⁸.

-
1. [Chypre, Traité de garantie](#), Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord, consulté le 13 novembre 2020.
 2. Tom Housden, [Cyprus: How the crisis unfolded](#), *BBC News*, 1^{er} avril 2004.
 3. [Historical Background](#), Deputy Prime Ministry and Ministry of Foreign Affairs, Turkish Republic of Northern Cyprus, consulté le 13 novembre 2020.
 4. [Résolution 550 \(1984\) du Conseil de sécurité](#), Nations unies, 11 mai 1984.
 5. [Cyprus talks: Erdogan dismisses full Turkish troop withdrawal](#), *BBC News*, 13 janvier 2017.
 6. [Turkish troops could be a fraction of the 40,000 claimed](#), *Cyprus Mail*, 27 mars 2017.
 7. [Why are Turkish troops in Cyprus?](#), *TRT World*, 5 juillet 2017.
 8. Hande Firat, [Turkey to increase troops in Turkish Cyprus](#), *Hürriyet Daily News*, 17 septembre 2018.

Enfin, en 2020, un média turcophone revenait sur l'évaluation de 40 000 hommes⁹, ce qui était le nombre estimé quelques décennies plus tôt, tandis qu'un site qatari reprenait l'estimation de 35 000 soldats turcs déployés sur l'île¹⁰.

Le but de l'occupation turque serait, en dépit de la présence de la *Force des Nations unies chargée du maintien de la paix à Chypre* (UNFICYP), de sécuriser la population turque de l'île tant qu'un accord « satisfaisant » n'aura pas été conclu avec la partie grecque¹¹.

Le « Commandement de la force de paix turque à Chypre » est basé à Girne (Kyrenia)¹² dans le nord de l'île. En outre, la Turquie dispose d'une base aérienne à l'aéroport de Geçitkale (Lefkóniko), près de Gazimağusa (Famagouste), dans le nord-est de Chypre. L'aéroport aurait été construit par les Forces armées turques et elles l'auraient utilisé approximativement entre 1990 et 2000¹³. Apparemment abandonné ou utilisé à des fins civiles pendant près de deux décennies, la RTCN a répondu favorablement, en décembre 2019, à une demande d'Ankara sollicitant son utilisation par le Commandement turc afin d'y déployer des drones devant assister des navires de forage opérant en Méditerranée orientale¹⁴.

Trois jours plus tard, un premier drone, un *Bayraktar* TB2, y atterrissait, armé selon certaines sources¹⁵, non armé selon d'autres¹⁶, tandis que les suivants arrivaient par camions et que les derniers devaient arriver par voie aérienne depuis la base de Dalaman, en Turquie, à plus de 400 km de distance, dès qu'une unité de commande au sol aurait été établie à Geçitkale¹⁷. La base pourrait également être utilisée par des avions de chasse F-16¹⁸. Toujours à la fin décembre 2019, on apprenait qu'un groupe d'experts militaires était à la recherche d'un emplacement dans la région de Famagouste, ou plus précisément à Yeni Iskele (Trikomo)¹⁹, pour y implanter une base navale, toujours dans le but de soutenir les recherches d'hydrocarbures par la Turquie en Méditerranée orientale²⁰.

9. [Türkiye'nin hangi ülkelerde askeri üssü var?](#), *Euronews*, 17 janvier 2020.

10. John Psaropoulos, [Greece, Cyprus threaten EU sanctions against Turkey over Varosha](#), *Aljazeera*, 8 octobre 2020.

11. [Why are Turkish troops in Cyprus?](#), *op. cit.*

12. [Turkish Military Presence Abroad: Why, Where & History Beyond Base?](#), *THOUGHTS*, 11 octobre 2020.

13. [Geçitkale](#), *Abandoned Forgotten & Little Known Airfields in Europe*, consulté le 13 novembre 2020.

14. [TRNC cabinet approves deployment of Turkish UAVs at Geçitkale](#), *Daily Sabah*, 14 décembre 2019.

15. [Armed Turkish drone lands in Cyprus as regional tensions rise](#), *The Guardian*, citant Agence France-Presse, 16 décembre 2019.

16. [Turkey plans to have naval base and F-16s in north of Cyprus](#), *Financial Mirror*, 18 décembre 2019.

17. [Turkey deploys unmanned aerial vehicles to Turkish Cyprus](#), *Hürriyet Daily News*, 15 décembre 2019.

18. [Turkey plans to have naval base and F-16s in north of Cyprus](#), *op. cit.*

19. *Ibid.*

20. [Turkey plans to establish naval base in Cyprus](#), *Daily Sabah*, 25 décembre 2019.

La présence militaire turque à Chypre est donc en train de prendre une autre dimension et semble s'amplifier pour accompagner une projection de forces bien au-delà de l'île, en particulier sur le plateau continental grec. Sur le plan politique, alors que les négociations visant à la réunification sont enlisées depuis des années en raison du refus de la Turquie d'envisager un retrait de ses troupes²¹, le nouveau président de la RTCN, élu le 18 octobre 2020 avec le soutien d'Ankara, paraît résolu à ne négocier qu'un « divorce à l'amiable »²², une position rejoignant celle du président Recep Tayyip Erdoğan, selon lequel il y a « deux États séparés à Chypre »²³.

2. L'occupation du nord de l'Irak

La première opération des forces armées turques dans le nord de l'Irak – des frappes aériennes – date de mai 1983, justifiée par le « droit de poursuite » à l'encontre de militants kurdes d'origine turque affiliés au *Parti des travailleurs du Kurdistan* (PKK), qui utilisaient la zone montagneuse transfrontalière pour se replier après des attaques en territoire turc. Certaines opérations, en 1986 et 1987, semblent avoir été autorisées par les autorités irakiennes, à la tête desquelles se trouvaient alors Saddam Hussein²⁴, tandis qu'il est question d'un accord conclu entre les deux pays en 1982 et autorisant les troupes turques à pénétrer de 20 km en territoire irakien²⁵.

Cette autorisation qu'aurait donnée le gouvernement irakien n'a plus pu être invoquée quand, au début 1991, après la Première Guerre du Golfe, Bagdad a perdu le contrôle du nord du pays. Les deux principaux partis kurdes y ont proclamé l'autonomie de la région, sous la protection de la zone d'exclusion aérienne instaurée par les États-Unis et quelques-uns de leurs alliés, sur base d'une interprétation « large » de la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies²⁶. À partir de 1991, les autorités turques ont adapté leur stratégie, notamment en créant une zone-tampon de 5 km à l'intérieur du territoire irakien, où patrouillaient non seulement leurs forces, mais également celles des deux partis kurdes se partageant le pouvoir, le Parti démocratique kurde (PDK, dirigé par Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, dirigé par Jalal Talabani), conscients de la nécessité de garder de bonnes relations avec Ankara, leur principal débouché vers le monde extérieur, Talabani étant pourtant considéré comme plus favorable à l'Iran.

Durant cette période entre les deux « Guerres du Golfe », la Turquie a stationné un nombre indéterminé de troupes en Irak, dont au moins 2 000 à 2 500 soldats dans la zone frontalière, et installé des bureaux de liaison militaire dans cinq villes de la région kurde.

21. [La réunification de Chypre compromise](#), *Le Monde*, 14 janvier 2017.

22. [Ersin Tatar becomes 5th president of the Turkish Republic of Northern Cyprus](#), *Daily Sabah*, 18 octobre 2020.

23. [Erdoğan backs 2-state solution for Cyprus, opposes more 'diplomacy games'](#), *Daily Sabah*, 15 novembre 2020.

24. Funda Keskin Ata, University of Ankara, [Turkey's Trans-Border Operations in Northern Iraq: Before and After the Invasion of Iraq](#), *Researchgate*, janvier 2008.

25. [The History of Turkey's Army Entrance to north of Iraq + Statistics About their Bases in Iraq Territory](#), *Islamic World News*, 28 janvier 2019.

26. [UNSCR Resolution 688 \(1991\) of 5 April 1991](#).

Elle a également conduit au moins trois opérations majeures en représailles à des assauts du PKK, en octobre 1992 (15 000 hommes de l'armée, de la force aérienne et de la gendarmerie), en mars 1995 (35 000 hommes)²⁷ et en juillet 1999 (10 000 hommes)²⁸. Un mois plus tard, le leader du PKK, Abdullah Öcalan, capturé par les autorités turques, appelait à un cessez-le-feu, qui a tenu jusqu'en 2004. En outre, les forces turques sont intervenues en 1997 avec une brigade d'environ 5 000 hommes²⁹ aux côtés du PDK dans la guerre qui a opposé ce dernier à l'UPK, allié pour la circonstance au PKK³⁰. Elles semblent ensuite avoir instauré une présence militaire permanente d'environ 2 000 hommes afin de surveiller le cessez-le-feu entre les deux parties³¹ et fondé au moins deux bases dans le gouvernorat de Dohuk, frontalier avec la Turquie³², dont une principale à l'aéroport de Bamerni, à 24 km de la frontière, où étaient notamment stationnés des hélicoptères d'attaque *Cobra*³³.

Le contexte allait de nouveau changer avec le renversement de Saddam Hussein et le début de l'occupation de l'Irak par les États-Unis en 2003, à l'issue de la Seconde Guerre du Golfe. Alors que le PKK semble avoir unilatéralement rompu la trêve, Washington s'est opposé à ce qu'Ankara intervienne en Irak sans l'autorisation du pouvoir de Bagdad, c'est-à-dire des administrateurs étatsuniens en 2003, un gouvernement provisoire en 2004 et un gouvernement constitué après les élections législatives de janvier 2005. En 2007, les autorités de Bagdad ont effectivement autorisé de nouvelles offensives de l'armée turque, soutenues par les services de renseignement étatsuniens par la livraison d'informations sur les mouvements du PKK. Après des frappes aériennes à partir d'octobre, une opération terrestre impliquant 10 000 hommes a suivi en février 2008³⁴.

La présence turque étant de plus en plus mal ressentie par les autorités et la population kurdes, le parlement régional a demandé, le 26 février 2008, la fermeture des bases d'Ankara sur son territoire. Apparemment, l'état-major turc ne s'est guère soucié de la demande puisque, seulement trois jours plus tard, on apprenait qu'il comptait doter le nord de l'Irak de 11 bases supplémentaires pour lutter contre le PKK³⁵. En octobre 2012, visant essentiellement la présence turque, le gouvernement central a décidé à son tour de « refuser la présence de troupes et de bases étrangères sur le sol irakien »³⁶, une décision restée elle aussi sans effet.

27. Can Kasapoglu et Soner Cagaptay, [Turkey's Military Presence in Iraq: A Complex Strategic Deterrent](#), Policywatch 2538, The Washington Institute, 22 décembre 2015.

28. [Before Libya, Turkey's main military operations abroad](#), *EURACTIV*, 3 janvier 2020.

29. Gareth Jenkins, [Unwelcome Guests: The Turkish Military Bases in Northern Iraq](#), *Terrorism Monitor* Volume: 6 Issue: 6, The Jamestown Foundation, 24 mars 2008.

30. Funda Keskin Ata, *op. cit.* & [Chronology for Kurds in Iraq](#), Minorities at Risk Project, RefWorld, 2004.

31. Gareth Jenkins, *op. cit.*

32. [The History of Turkey's Army Entrance to north of Iraq + Statistics About their Bases in Iraq Territory](#), *op. cit.*

33. Gareth Jenkins, *op. cit.*

34. Funda Keskin Ata, *op. cit.*

35. Gareth Jenkins, *op. cit.*

36. [Iraq to Expel Foreign Troops, End Turkish Military Presence](#), *Al-Monitor*, 3 octobre 2012.

Mais un nouvel acteur allait bientôt venir davantage compliquer la donne : l'État islamique en Irak et au Levant, qui s'est emparé en 2014 d'une grande partie du territoire irakien, dont la deuxième ville du pays, Mossoul, à la lisière de la région autonome kurde, en même temps qu'il prenait le nom d'État islamique (EI). Dans cette ville, le groupe djihadiste y a capturé le personnel du consulat de Turquie, soit 49 ressortissants turcs. Ils ont été libérés, avec une trentaine de camionneurs, également turcs, en septembre 2014, après trois mois de captivité dans de relativement bonnes conditions. Si les autorités d'Ankara ont insisté sur l'absence de paiement de rançon, il semble qu'ils ont servi de monnaie d'échange pour la libération de militants de l'organisation emprisonnés en Turquie³⁷, le chiffre de 180 d'entre eux ayant été avancé³⁸. En tout cas, le président Erdoğan s'est félicité que la libération des otages turcs se soit faite au terme de « négociations politiques et diplomatiques » avec l'EI³⁹. Il s'agit apparemment du seul cas où un gouvernement a reconnu des négociations fructueuses avec une organisation considérée comme un groupe terroriste particulièrement féroce. Relevons néanmoins que, à ce moment, les principaux attentats de l'EI en Turquie n'avaient pas encore été commis.

En novembre 2014, on apprit, par les autorités militaires du Gouvernement régional kurde (GRK), que leurs combattants – les peshmergas – allaient être entraînés par des militaires turcs⁴⁰, puis que ces instructeurs avaient été déployés, en compagnie de centaines de soldats turcs lourdement armés, dans la localité de Bashiqa, à une vingtaine de kilomètres du centre de Mossoul, mais à plus d'une centaine de la frontière avec la Turquie et, en plus, en dehors des limites de la région kurde. Les autorités irakiennes, qui n'ont pas autorisé ce déploiement, l'ont qualifié d'« incursion », tandis que des responsables turcs déclaraient que des formateurs turcs se trouvaient déjà à Bashiqa « depuis deux ou trois ans » et qu'il s'agissait de « notre contribution » à la lutte contre l'EI⁴¹. Depuis, Bagdad n'a cessé de réclamer avec insistance le retrait des troupes turques, des demandes ignorées par Ankara ou auxquelles le président Erdoğan a répondu de manière particulièrement insultante⁴².

Curieusement, il fallut attendre plus d'une année pour que l'EI mène ses premières attaques contre la base de Bashiqa, pourtant à portée de fusil de son « califat ». Trois attaques ont en effet été menées en décembre 2015 et janvier 2016, repoussées avec un minimum de pertes par les forces turques⁴³.

37. [Turkey hints at Iraq Mosul hostage exchange](#), *BBC News*, 23 septembre 2014.

38. [Turkey swapped 180 IS militants for 49 hostages](#), *Al-Monitor*, 2 octobre 2014.

39. [Isis militants release 49 hostages taken at Turkish consulate in Mosul](#), *The Guardian*, 20 septembre 2014.

40. [Turkey trains Kurdish peshmerga forces in fight against ISIL](#), *World Bulletin*, 22 novembre 2014.

41. [Turkish soldiers training Iraqi troops near Mosul: sources](#), *Reuters*, 5 décembre 2015.

42. Susannah George et Qassim Abdul-Zahra, [Presence of Turkish troops in northern Iraq angers Baghdad](#), *The Associated Press*, 14 octobre 2016.

43. [Turkish soldiers injured in second attack at Bashiqa camp in Iraq](#), *Hürriyet Daily News*, 28 décembre 2015 et [Turkish forces kill 17 IS militants in attack on Iraq's Bashiqa camp](#), *Global Times*, citant Xinhua, 8 janvier 2016.

C'est également en janvier 2016, après un attentat à Istanbul, que la Turquie semble avoir lancé ses premières frappes contre l'EI en territoire irakien⁴⁴. Selon un bilan du président Erdoğan, dans sa contribution militaire à la « Coalition globale pour défaire Da'ech » lancée par les États-Unis, la Turquie aurait, en Irak « éliminé » 717 éléments de l'EI et entraîné 7 000 membres des forces de sécurité à la lutte contre l'EI, tandis que, en Syrie et en Irak, elle aurait « neutralisé » un total de 4 550 éléments de l'EI⁴⁵.

Selon le think tank étatsunien *Bipartisan Policy Center*, se basant sur des sources turques, Ankara avait, « neutralisé » (tué, capturé ou obtenu la reddition) environ 7 fois plus de militants du PKK que de l'EI dans un laps de temps similaire⁴⁶. Dans le détail, selon l'Agence Anadolu, ce sont 7 600 « terroristes du PKK », 4 000 en Turquie et 3 600 en Irak, qui auraient été « neutralisés » entre juillet 2015 et début juin 2016⁴⁷, tandis que qu'un total de 1 172 « terroristes de Da'ech » auraient été « neutralisés » lors d'opérations en Syrie (807) et dans le nord de l'Irak (365) entre le 1^{er} janvier et le 9 mai 2016⁴⁸.

Le *Bipartisan Policy Center* en déduit que, alors que les combats entre le PKK et les forces turques ont repris en juillet 2015, ces dernières poursuivent ce conflit « avec vigueur » et que leurs « efforts sont larges, proactifs et souvent motivés politiquement ». Par contre, la Turquie agirait de manière « essentiellement réactive » et avec « anémie » contre l'EI, même quand il menace directement les citoyens ou le territoire turc. D'autres chiffres renforcent cette analyse, notamment le nombre de militants des deux groupes arrêtés ou tués, les membres de l'EI étant le plus souvent arrêtés, tandis que ceux du PKK sont généralement tués. L'institut bipartisan en conclut que la Turquie n'est pas le « partenaire vital » dont ont besoin les États-Unis dans la lutte contre l'EI, car elle ne le veut ou le peut pas, en raison de l'absolue priorité accordée à la lutte contre le PKK⁴⁹.

À l'inverse, le PKK s'est distingué dans son combat contre l'EI, notamment en sauvant en 2014 des milliers de Yazidis de l'extermination ou de l'esclavage qui les menaçait⁵⁰. Il est plus que probable que, durant les années de lutte contre l'EI, il ait reçu des armes des États-Unis achetées en Europe centrale et orientale⁵¹, soit directement, soit indirectement, via les *Unités de protection du peuple* (YPG), le groupe armé kurde implanté en Syrie voisine⁵².

44. [Turkish army shells ISIL in response to Istanbul blast](#), *Aljazeera*, 14 janvier 2016.

45. [Turkey](#), The Global Coalition, non daté, consulté le 19 novembre 2020.

46. [Turkey vs. ISIS and PKK: A Matter of Distinction](#), Bipartisan Policy Center, juillet 2016.

47. [PKK dealt a severe blow in last 11 months](#), Anadolu Agency, 9 juin 2016.

48. [Turkey: 199 Daesh suspects arrested since Jan 2016](#), Anadolu Agency, 9 mai 2016.

49. [Turkey vs. ISIS and PKK: A Matter of Distinction](#), *op. cit.*

50. [A U.S.-designated terrorist group is saving Yazidis and battling the Islamic State](#), *The Washington Post*, 12 août 2014.

51. [Czech Republic biggest supplier of PKK arms – report](#), *Ahval*, 2 mars 2018.

52. Georges Berghezan, [Transferts d'armes aux groupes armés de Syrie: le rôle de Washington](#), Note d'Analyse, GRIP, 25 octobre 2017 & [Czech Republic biggest supplier of PKK arms – report](#), *Ahval*, 2 mars 2018.

Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que, en Europe et aux États-Unis⁵³, et même en Turquie⁵⁴, aient circulé des appels visant à ne plus considérer le PKK comme une organisation terroriste, ou au moins à s'allier ouvertement avec lui contre l'EI. Si la défaite militaire de l'EI, dont un des tournants a été la libération de Mossoul en juillet 2017, a rendu ce débat sans objet, les États-Unis continueraient à entretenir des relations avec le PKK, notamment via une délégation militaire qui aurait visité le quartier-général de l'organisation dans les monts Qandil, à proximité de l'Iran⁵⁵.

Disposant de soutiens dans la population kurde et d'une longue expérience de guérilla, le PKK est encore actif dans le nord de l'Irak. En conséquence, Ankara continue à entretenir une présence militaire conséquente dans cette région. Des sources turques évoquaient « 11 bases militaires temporaires » en juin 2018⁵⁶. Selon un relevé publié en janvier 2019, la Turquie avait alors 3 000 soldats en Irak, dispersés entre 19 bases, dont 15 bases militaires et 4 bases de renseignement de l'Organisation nationale du renseignement (MIT). Les principales semblaient être celles de Kani Masi près d'Amedi, l'aéroport de Bamarni, servant également de base logistique et de centrale du renseignement, la base de Zelkan, avec 900 hommes basés près du mont Maqlub (ou Alfaf), soit beaucoup plus loin de la frontière turque que les deux autres, comme celle de Bashiqa, près de Mossoul⁵⁷.

En juin 2020, alors que débutaient deux nouvelles opérations militaires contre le PKK, avec notamment l'utilisation de chasseurs F-16 et de drones, un responsable gouvernemental à Ankara annonçait la création de trois nouvelles bases militaires dans le nord de l'Irak⁵⁸. Ce conflit interminable, qui entre dans sa cinquième décennie, serait en train d'affaiblir sérieusement le PKK, qui aurait perdu plus de 2 700 combattants, dont près d'un quart de femmes, entre juillet 2015 et octobre 2019, à la fois en Turquie et en Irak⁵⁹. Mais les interventions turques à répétition, dénoncées sans relâche par le gouvernement de Bagdad, sont de plus en plus impopulaires dans la population kurde d'Irak, qui aurait dû abandonner plus de 500 villages à cause du conflit, fuyant notamment les frappes indiscriminées de l'aviation turque⁶⁰.

Malgré sa dépendance économique et militaire envers la Turquie – les peshmergas servent parfois d'auxiliaires à l'armée qui les a formés et armés –, le GRK, bien qu'actuellement dominé par le PDK de Barzani, doit tenir compte du mécontentement populaire, ainsi que de l'aspiration d'une partie de la population – portée par le PKK –

53. David Phillips et Kelly Berkell, [The Case for Delisting the PKK as a Foreign Terrorist Organization](#), Lawfare, 11 février 2016.

54. Verda Özer, [Forming the anti-ISIL Front](#), *Hürriyet Daily News*, 9 août 2014.

55. [Iraq: US high military and political delegation visited Qandil mountain](#), *ISWNews*, 3 août 2020 & [KRG seeks US help to rein in Turkish attacks](#), *Al-Monitor*, 5 août 2020.

56. Ozcan Yildirim, [Turkey 'has 11 temporary military bases' in northern Iraq](#), Anadolu Agency, 21 juin 2018.

57. [The History of Turkey's Army Entrance to north of Iraq + Statistics About their Bases in Iraq Territory](#), *op. cit.*

58. [Turkey plans more military bases in north Iraq after offensive: official](#), Reuters & Henar Hernández, [Turkey will build three military bases in northern Iraq](#), *Atalayar*, 25 juin 2020.

59. Berkay Mandiraci, [Assessing the Fatalities in Turkey's PKK Conflict](#), International Crisis Group, 22 octobre 2019.

60. [Iraqi Kurdistan: Kurdish locals divided over Turkey's anti-PKK air strikes](#), *France 24*, 28 septembre 2020.

à un « Grand Kurdistan » transcendant les frontières actuelles. Une option envisagée par le GRK pour limiter l'influence turque serait d'accueillir les troupes étatsuniennes dont Bagdad a demandé le retrait en janvier 2020⁶¹.

Cependant, ceci ne laisse nullement présager de la fin prochaine de la présence turque dans le nord de l'Irak. Affaibli, le PKK est encore bien vivant. En outre, pour Ankara, une présence militaire a d'autres avantages, comme tenir sous sa coupe les autorités régionales kurdes, ainsi que prévenir la montée de l'influence iranienne dans la région, alors que l'UPK du défunt Talabani et le PKK sont réputés proche de Téhéran⁶². Néanmoins, le réchauffement des relations entre Téhéran et Ankara, qui ont apparemment coordonné des assauts contre le PKK en juin 2020⁶³, semble indiquer que la prévention de l'influence iranienne n'est actuellement pas une priorité pour la Turquie.

3. L'occupation du nord de la Syrie

Pendant plusieurs décennies, les relations entre la Turquie et la Syrie ont été particulièrement tendues, Damas reprochant notamment à Ankara son annexion du Sandjak d'Alexandrette en 1939, alors que la Syrie était encore sous mandat français⁶⁴. C'est au-dessus de cette zone que, en octobre 1989, un avion civil turc a été abattu par des chasseurs MiG-21 syriens, dont les pilotes auraient été ultérieurement sanctionnés par Damas⁶⁵.

L'autre pomme de discorde entre les deux États a été le soutien accordé au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) par la Syrie pendant plusieurs années, notamment en offrant l'asile à son leader, Abdullah Öcalan. Menacées d'une intervention militaire par Ankara, les autorités de Damas, à la tête desquelles se trouvait encore Hafez al-Assad, ont expulsé Öcalan le 9 octobre 1998, ce qui allait le mener à se retrouver dans les geôles turques à peine trois mois plus tard⁶⁶. La Syrie fermant simultanément les camps du PKK sur son territoire, s'en suivit une embellie manifestée par la signature de l'accord d'Adana en 1998⁶⁷ et plusieurs rencontres entre le président Bachar al-Assad, le successeur de Hafez, et Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre⁶⁸.

61. Eric Bordenkircher, [Pivoting to the KRG: Restructuring the U.S. Military Presence in Iraq](#), Fikra Forum, 3 février 2020 & [KRG seeks US help to rein in Turkish attacks](#), *Al-Monitor*, 5 août 2020.

62. Can Kasapoglu et Soner Cagaptay, *op. cit.*

63. Aykan Erdemir, [Turkey and Iran Orchestrate Joint Military Operations Against Kurdish Insurgents](#), Foundation for the Defense of Democracies, Policy Brief, 26 juin 2020.

64. Basile Houry, [L'éphémère Sandjak d'Alexandrette. Chronique d'une annexion annoncée](#), Les carnets de l'Ifpo, publié 9 octobre 2012, mis à jour le 12 mai 2015

65. [IN BRIEF : TURKEY : 5 Die as Syria MIGs Down Survey Plane](#), *Los Angeles Times*, 22 octobre 1989 & [Syrian pilots to be punished](#), The Stanford Daily Archives, 23 octobre 1989, p. 3.

66. Michael M. Gunter, [The continuing Kurdish problem in Turkey after Öcalan's capture](#), *Third World Quarterly*, vol. 21, n° 5, p. 849–869, 2000.

67. Sinem Cengiz, [Why is the 1998 Adana pact between Turkey and Syria back in the news?](#), *Arab News*, 25 janvier 2019.

68. [Syria's Assad meets Erdoğan for peace talks](#), Reuters, 5 août 2008.

Cette relation des plus cordiales allait même entraîner un accord de coopération dans le domaine de la défense⁶⁹ et des manœuvres militaires communes aux frontières des deux pays⁷⁰.

Le début de la guerre en Syrie allait sonner le glas de ce rapprochement. Dès juin 2011, Erdoğan qualifiait la répression des manifestations anti-régime de « sauvagerie »⁷¹. Deux mois plus tard, alors que le Premier ministre turc se disait « à bout de patience » envers les autorités damascènes, son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, réclamait une « transition pacifique » en Syrie⁷².

Tandis que l'opposition syrienne, en particulier celle se réclamant des *Frère musulmans*, était accueillie en Turquie où elle tentait de s'organiser, Ankara fermait son ambassade à Damas en mars 2012⁷³. Sur le plan militaire, un chasseur-bombardier F4 *Phantom* turc a été abattu en juin 2012, apparemment au-dessus de l'espace aérien syrien⁷⁴. Le 4 octobre, alors que les échanges de tirs de mortiers s'intensifiaient à la frontière commune, le parlement turc autorisait ses forces armées à opérer en territoire syrien⁷⁵. Cependant, dans un premier temps, les troupes turques se gardèrent d'intervenir directement dans le conflit.

Par contre, la Turquie a participé activement à l'Opération *Bois de platane* (« Timber Sycamore »), organisée par l'Agence centrale d'information (CIA) étatsunienne, en collaboration avec divers services de renseignement de pays du Moyen-Orient, consistant en un programme clandestin de livraison de milliers de tonnes d'armes et de munitions aux rebelles syriens, et en la formation de ces derniers à leur utilisation. Si ce programme n'a été clôturé qu'au début 2017, après l'accès du président Trump au pouvoir, son échec était déjà reconnu depuis de nombreux mois, une bonne partie des armes achetées en Europe centrale et orientale ayant été détournée au profit des groupes islamistes les plus radicaux⁷⁶. À la même époque, la Turquie formait des opposants syriens à la lutte armée et son service de renseignement, le MIT, suscitait la formation d'une tentative de coalition des rebelles, l'*Armée syrienne libre* (ASL)⁷⁷.

Par ailleurs, à partir de 2013, inquiète de l'irruption de l'*État islamique en Irak et au Levant* (EIL) en Syrie et, surtout, du déploiement de militants des *Unités de protection du peuple* (YPG) dans les zones peuplées de Kurdes à ses frontières, Ankara a réclamé de ses alliés l'instauration d'une « zone de sécurité » dans le nord de la Syrie.

69. [Turkey, Syria to forge defense industry cooperation](#), Naval Open Source Intelligence (NOSINT), 27 avril 2009.

70. Ron Ben-Yishai, [Turkish-Syrian drill raises concerns in Israel](#), *Ynet News*, 27 avril 2010.

71. [More Than 30 Syrians Reported Killed By Troops In Retaliatory Strikes](#), *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 9 juin 2011.

72. [Syria unrest: Turkey presses Assad to end crackdown](#), *BBC News*, 9 août 2011.

73. Bayram Balci, [Turkey's Relations with the Syrian Opposition](#), Cardegie Endowment for International Peace, 13 avril 2012.

74. [Syrian military says it downed Turkish fighter jet](#), *BBC News*, 23 juin 2012.

75. [Turkey-Syria border tension - Thursday 4 October 2012](#), *The Guardian*, 4 octobre 2012.

76. Georges Berghezan, [Transferts d'armes aux groupes armés de Syrie: le rôle de Washington](#), Note d'Analyse, GRIP, 25 octobre 2017.

77. Haytham Manna, [Syria's opposition has been led astray by violence](#), *The Guardian*, 22 juin 2012.

Lorsque les États-Unis lancèrent, en septembre 2014, leur « Coalition globale pour défaire Da'ech », la Turquie refusa initialement d'y participer, mécontente du rôle d'allié privilégié dévolu par Washington aux YPG⁷⁸. Dans le même temps, les États-Unis, par le biais du Pentagone, lançaient un « programme d'entraînement et d'équipement » pour soutenir, non plus les opposants au gouvernement syrien, mais ceux à l'État islamique. Après sa suspension en 2015, ce programme reprit en mars 2016, au bénéfice quasi-exclusif des Forces démocratiques syriennes (FDS), coupole où dominent les YPG⁷⁹, ce qui entraîna une forte condamnation d'Ankara quand le Pentagone le reconnut officiellement plus d'un an plus tard⁸⁰.

L'engagement militaire de la Turquie en Syrie fut progressif, mais alla croissant : elle abattit un avion de combat syrien en mars 2014⁸¹ et un appareil russe Su-24 en novembre 2015⁸². Entretemps, en février 2015, elle envoya plusieurs centaines de soldats secourir un petit contingent turc gardant le mausolée de Suleyman Chah, grand-père du fondateur de l'Empire ottoman, encerclé par l'EI. L'intervention, qui a eu pour cadre une exclave turque de quelques hectares en territoire syrien, à quelque 25 kilomètres de la frontière, se déroula sans échange de tirs avec l'EI⁸³, illustrant à nouveau la relation ambiguë liant Ankara et le groupe djihadiste. Si quelques frappes ont été opérées contre des positions de l'EI en Syrie en juillet 2015, en riposte à un attentat commis en Turquie, les forces spéciales étatsuniennes avaient saisi, deux mois plus tôt, des documents attestant que le pétrole exploité dans les territoires tenus par l'EI était acheté par des clients turcs⁸⁴.

C'est à partir de 2016 que l'engagement militaire turc s'est intensifié. Débutée en août 2016, l'Opération *Bouclier de l'Euphrate* avait pour objectif de mettre en œuvre la zone-tampon réclamée par la Turquie à sa frontière depuis trois ans, du moins entre Jarablous, sur l'Euphrate, et Azaz, aux mains d'une faction islamiste pro-turque, deux villes frontalières dans le nord du gouvernorat d'Alep. Avec l'aide de factions de l'ASL, qui seront regroupées au sein d'une « Armée nationale syrienne » l'année suivante⁸⁵, l'armée turque a pénétré sans combat à Jarablous, que l'EI aurait évacuée après un accord conclu avec Ankara⁸⁶. Par contre, ce n'est qu'au terme de plus de deux mois de siège et de bombardements qu'elle s'est emparée d'une autre ville contrôlée par l'EI, al-Bab, en février 2017⁸⁷. Mais la majorité des combats durant cette opération semblent avoir opposé les forces turques aux FDS.

78. François d'Alañon, [Pourquoi la Turquie veut-elle une zone tampon avec la Syrie ?](#), *La Croix*, 9 octobre 2014.

79. Georges Berghezan, *op. cit.*

80. [Syria conflict: US sends arms to Kurdish forces fighting IS](#), *BBC News*, 30 mai 2017.

81. [Turkey shoots down Syrian fighter jet](#), *Aljazeera*, 24 mars 2014.

82. [Turkey's downing of Russian warplane - what we know](#), *BBC News*, 1er décembre 2015.

83. Luke Coffey, [The story of Turkey, Syria and a 700-year-old tomb](#), *Aljazeera*, 22 février 2015.

84. Martin Chulov, [Turkey sends in jets as Syria's agony spills over every border](#), *The Guardian*, 26 juillet 2015.

85. [30 rebel groups merge under Interim Govt's banner, form 'The National Army'](#), *Zaman Al Wasl*, 31 décembre 2017.

86. David L. Phillips, [Erdogan's Waterloo: Turkey Invades And Occupies Syria](#), *Huffpost*, 26 août 2016.

87. Benjamin Barthe, [Avec la conquête d'Al-Bab, la Turquie consolide son influence dans le nord de la Syrie](#), *Le Monde*, 25 février 2017.

D'ailleurs, l'Opération *Bouclier de l'Euphrate* n'aurait été décidée qu'après la perte par l'EI de la ville de Manbij, conquise par les FDS, aidées par les frappes aériennes de la coalition dirigée par les États-Unis⁸⁸. Et ce n'est qu'après le déploiement de troupes étatsuniennes et russes à Manbij⁸⁹ que la Turquie renoncera finalement à s'en emparer. De même, un déploiement de soldats russes à Afrine, autre bastion kurde, a empêché en mars 2017 l'armée turque d'attaquer la localité située à l'extrême nord-ouest de la Syrie⁹⁰. Les troupes turques mirent fin, quelques jours plus tard, à leur opération, qui leur a néanmoins permis de s'emparer de plus de 2 000 km² de territoire syrien⁹¹.

Le sauvetage d'Afrine n'a été que de courte durée puisque, en janvier 2018, Ankara a lancé une nouvelle opération, ironiquement baptisée *Rameau d'olivier*, visant précisément à s'emparer de cette ville contrôlée par les YPG.

Bénéficiant d'un apparent « feu vert » tant de Moscou que de Washington⁹², il fallut néanmoins deux mois aux blindés turcs, suivis par les restes de l'ASL, mais aussi par le groupe djihadiste *Tahrir Al-Cham*, une émanation d'*Al-Qaida*⁹³, pour pénétrer dans le centre-ville, entraînant l'exode de plus de 200 000 civils⁹⁴.



Carte : Le nord-ouest de la Syrie, principal théâtre des opérations turques (carte ONU)

88. [Syrie : l'EI frappé à Manbij, dans le nord](#), *Le Figaro*, 1^{er} juin 2016.

89. Andrew deGrandpre, [U.S. and Russian troops are now in the same Syrian city](#), *Military Times*, 13 mars 2017.

90. Louis Imbert, [La Russie bloque l'offensive de la Turquie en Syrie](#), *Le Monde*, 21 mars 2017.

91. Benjamin Barthe, *op. cit.*

92. Marie Jégo, [Syrie : l'armée turque poursuit son offensive dans l'enclave kurde d'Afrin](#), *Le Monde*, 21 janvier 2018.

93. Madjid Zerrouky, [A Afrin, forces turques et djihadistes se côtoient dans les combats](#), *Le Monde*, 25 janvier 2018.

94. [Syrie : l'armée turque et ses alliés syriens ont repris Afrin](#), *France 24*, 18 mars 2018.

La dernière opération turque à ce jour dans cette zone, bien que nommée *Paix du printemps*, n'a été ni pacifique, ni printanière. Elle a débuté le 9 octobre 2019 et aurait mobilisé 15 000 militaires, selon le Secrétaire d'Etat à la Défense des États-Unis⁹⁵. Si elle a été la plus courte des trois opérations – à peine plus d'un mois, dont une dizaine de jours de combats –, elle est aussi celle qui a permis à la Turquie et à ses supplétifs syriens d'engranger le plus de gains territoriaux, près de 5 000 km² pris aux FDS, selon certaines sources⁹⁶.

Déclenchée par le retrait annoncé le 6 octobre 2019, par le président Trump de ses troupes de Syrie⁹⁷, un retrait qui s'est finalement avéré être un redéploiement autour des puits de pétrole, l'opération avait comme objectifs déclarés de rapatrier des réfugiés syriens dans des zones traditionnellement habitées par des Kurdes et de créer une zone de sécurité de 32 kilomètres de large à l'intérieur du territoire syrien. Elle s'est déroulée à l'est de l'Euphrate et s'est achevée, après moins de dix jours de combat, par l'évacuation de la ville frontalière de Ras al-Ayn par les FDS, à la suite d'accords séparés conclus par la Turquie avec les États-Unis d'une part, et avec la Russie d'autre part⁹⁸.

L'accord avec les États-Unis, conclu le 17 octobre, ne fait que consacrer le départ des YPG des zones convoitées par la Turquie, celle-ci ne s'engageant qu'à ne pas les attaquer pendant leur retrait. Ankara se voyait en outre récompensée par un engagement à lever les sanctions imposées par Washington⁹⁹ (et réimposées peu après par le Congrès en raison de l'acquisition de missiles S-400 russes). L'accord conclu entre les présidents Poutine et Erdoğan cinq jours plus tard est plus complexe. Il entérine les conquêtes turques des jours précédents, autorise la police militaire russe et des gardes-frontières du gouvernement de Damas à contrôler la partie syrienne de la frontière où ne s'est pas déroulée l'Opération *Printemps de paix*, et instaure des patrouilles communes turco-russes dans cette zone¹⁰⁰.

Notons que cet accord a été précédé d'un autre entre l'administration kurde et le gouvernement syrien, conclu sous médiation russe et autorisant les troupes gouvernementales à se déployer à la frontière, ainsi que dans quelques localités, dont Kobané et Manbij¹⁰¹.

Si ces accords ont permis à Damas de reprendre pied dans le Nord, ils ont surtout été pour la Turquie l'occasion d'affirmer sa présence des deux côtés de ses plus de 900 kilomètres de frontière commune avec la Syrie, à l'exception de l'extrême nord-est,

95. Lucas Y. Tomlinson, [Trump says US troops in Syria to be withdrawn, redeployed in region](#), *Fox News*, 14 octobre 2019.

96. ["النظام" وروسيا.. تقريبا سيطرتها مساحة نصف تخسر "قسد": السلام نبع من يومنا 30](#), The Syrian Observatory for Human Rights, 9 novembre 2019.

97. [Confusion autour du retrait des troupes américaines du nord de la Syrie](#), *Le Monde*, 7 octobre 2019.

98. [Syria: Kurdish forces pull out of besieged town](#), *Deutsche Welle*, 20 octobre 2019.

99. [The United States and Turkey Agree to Ceasefire in Northeast Syria](#), The White House, 17 octobre 2019.

100. [Full text of Turkey, Russia agreement on northeast Syria](#), *Aljazeera*, 22 octobre 2019.

101. Joanne Stocker, [Syrian government forces set to enter Kobani and Manbij in SDF deal](#), 13 octobre 2019 & Arwa Ibrahim, [Syria's Kurds forge 'costly deal' with al-Assad as US pulls out](#), *Aljazeera*, 15 octobre 2019.

où les FDS demeurent encadrées par les forces étatsuniennes. Notons aussi que, de son côté de la frontière, la Turquie a élevé un mur, qui serait le troisième plus long du monde, après la Grande Muraille de Chine et celui à la frontière des États-Unis et du Mexique¹⁰².

En plus de ces trois opérations visant principalement les Kurdes des YPG et des FDS, Ankara a également déployé, à partir d'octobre 2017¹⁰³, des troupes dans le gouvernorat d'Idlib et dans des zones adjacentes du nord-ouest de la Syrie, en soutien aux insurgés qui y ont afflué après la perte de plusieurs bastions repris par les forces gouvernementales. En septembre 2018 à Sotchi, un accord entre Ankara et Moscou, destiné à prévenir une offensive des troupes gouvernementales, a instauré un cessez-le-feu et créé une « zone de désescalade » autour d'Idlib, comprenant une zone démilitarisée surveillée par des patrouilles conjointes russo-turques¹⁰⁴. L'accord permettait également aux forces turques d'y accroître leur présence et d'installer une douzaine de postes d'observation¹⁰⁵.

En dépit de nombreuses violations du cessez-le-feu et de l'avancée des troupes gouvernementales, qui ont notamment repris le contrôle de l'autoroute M4 reliant Damas à Alep en traversant le gouvernorat d'Idlib, l'accord de Sotchi est toujours en vigueur. Mais il a bien failli voler en éclats en février 2020 quand des frappes aériennes de Damas ont tué des dizaines de soldats turcs, entraînant une riposte d'Ankara, l'Opération *Bouclier de printemps*. La Turquie a immédiatement engagé des moyens considérables, dont au moins 3 450 véhicules militaires, ce qui aurait porté le nombre de militaires turcs déployés à Idlib à au moins 8 350¹⁰⁶. Notons que d'autres sources évoquaient des renforts légèrement inférieurs (7 000 selon la presse gouvernementale syrienne¹⁰⁷) ou très supérieurs (20 000 soldats envoyés à Idlib à la fin février selon l'agence Reuters¹⁰⁸).

Un nouvel accord entre Poutine et Erdoğan a rétabli un fragile cessez-le feu le 5 mars, entériné les gains territoriaux gouvernementaux et instauré des patrouilles communes russo-turques sur une partie de l'autoroute M4¹⁰⁹.

Ces incertitudes sur le nombre de soldats turcs engagés dans la dernière opération terrestre d'Ankara dans le nord de la Syrie montrent qu'il est *a fortiori* très compliqué d'évaluer l'ampleur de la présence militaire turque actuelle dans tout le Nord syrien.

Concernant la seule région d'Idlib, un chiffre de près de 13 000 soldats a été avancé en septembre 2020¹¹⁰. Deux mois plus tard, il était question d'un total de 7 500 véhicules

102. [Turkey-Syria border wall to be completed by spring](#), *Hürriyet Daily News*, 18 décembre 2017.

103. [Turkey forces clash with Tahrir al-Sham in Syria](#), *Aljazeera*, 8 octobre 2017.

104. [Russia and Turkey agree to create buffer zone in Syria's Idlib](#), Reuters, 17 septembre 2018 & [Les dix points de l'accord russo-turc visant à stabiliser la situation à Idlib](#), Syria Intelligence, 22 septembre 2018.

105. [Syria's Idlib spared attack, Turkey to send in more troops](#), Reuters, 18 septembre 2018.

106. [150 Turkish military vehicles enter Syria as calm prevails the "de-escalation" zone](#), Syrian Observatory for Human Rights, 6 mars 2020.

107. [Erdoğan reaping what he sowed](#), Syria Times, 4 mars 2020.

108. [Ceasefire in Syria's Idlib comes at a cost for Turkey's Erdogan](#), Reuters, 6 mars 2020.

109. [Russia and Turkey agree ceasefire in Syria's Idlib province](#), *The Guardian*, 5 mars 2020.

militaires envoyés de Turquie dans cette seule région après le cessez-le-feu, portant leur nombre total à près de 11 000¹¹¹. De même source, le nombre de postes militaires turcs, dont des postes d'observation (certains ont été déplacés après avoir été encerclés par les troupes de Damas), serait actuellement d'une septantaine dans cette zone¹¹². Cependant, un nouvel accord russo-turc conclu à la mi-septembre 2020 prévoirait la réduction du nombre de soldats turcs à Idlib et le retrait des armes lourdes¹¹³. Concernant la bande frontalière conquise aux dépens des FDS, un récapitulatif évoque la présence d'au moins 5 000 soldats turcs dans quatre bases (Al-Bab, Al-Rai, Akhtarín et Jarablous), ainsi que l'ouverture prochaine de deux autres (à Atme et Darat Izza). À l'exception de celle d'Atme, dans le gouvernorat d'Idlib, elles sont toutes situées dans le nord du gouvernorat d'Alep. La Turquie n'aurait donc pas encore de base militaire à l'est de l'Euphrate¹¹⁴.

Si l'ampleur de la présence militaire turque est difficile à évaluer, il est certain que la paix est loin d'être revenue en Syrie. Dans la région d'Idlib, les avions russe et syrien bombardent régulièrement les insurgés, tandis que ces derniers continuent à attaquer les positions gouvernementales¹¹⁵. Il en va de même dans le reste du nord de la Syrie, où les forces turques et leurs supplétifs locaux échangent des tirs d'artillerie avec les FDS le long de la « zone de sécurité » instaurée en 2019, la Turquie procédant en outre à des bombardements aériens plus en profondeur du territoire syrien¹¹⁶.

S'ils sont risqués pour Ankara, en particulier à Idlib, les déploiements militaires turcs en Syrie obéissent à une certaine logique. Il s'agit avant tout de décourager toute velléité kurde de réelle autonomie, que ce soit en Turquie-même ou dans les pays avoisinants, en s'en prenant aux mouvements qui incarnent le plus radicalement cette aspiration, le PKK et les YPG.

Par ailleurs, si Ankara pourrait avoir renoncé à son ambition de changement de régime à Damas, aucune amorce de retour aux relations amicales qui unissaient les deux États n'est en vue. En outre, pour le président Erdoğan, ces déploiements de forces viseraient également à empêcher toute action du PKK en Turquie et prévenir toute augmentation du nombre de réfugiés syriens dans son pays – actuellement 3,6 millions¹¹⁷ –, voire à favoriser leur retour. Cependant, l'histoire paraît montrer que la logique de guerre n'est pas la meilleure pour assurer la sécurité à l'intérieur comme aux frontières, ainsi que le retour de réfugiés.

110. ["التصعيد خفض" منطقة بدخل وضباط مدرعات يضم جديد تركي رتل](#), Syrian Observatory for Human Rights, 10 septembre 2020.

111. [Turkey's military build-up | New columns enter Idlib countryside, carrying military and logistical equipment](#), Syrian Observatory for Human Rights, 21 novembre 2020.

112. [تنشئ التركية القوات.. إدلب جنوبي النعمان معرة منطقة لرصد سعيها إطار في الزاوية جبل في جديدة عسكرية نقطة](#), Syrian Observatory for Human Rights, 9 novembre 2020.

113. [A Russian-Turkish agreement to reduce latter's military presence in Idlib](#), Syrian Observatory for Human Rights, 16 septembre 2020.

114. [List of countries with overseas military bases](#), Wikizero, consulté le 25 novembre 2020.

115. [Opposition factions in Idlib prepare for imminent Syrian government offensive](#), *Al-Monitor*, 17 novembre 2020.

116. [Turkish drones carry out new strikes over northern Syria](#), *Al-Masdar Al-'Arabi News (AMN)*, 24 novembre 2020.

117. [Syria emergency](#), United Nations High Commissioner for Refugees, consulté le 25 novembre 2020.

Tableau 1. Déploiement de forces turques à l'étranger sans l'accord des gouvernements concernés

Pays de déploiement	Fondement légal invoqué	Nombre de soldats déployés (2020)	Bases principales	Objet de la mission
Chypre (république turque de Chypre du Nord)	Traité de garantie du 16 août 1960 Consentement des autorités de la RTCN	30 000 à 35 000	QG à Girne (Kyrenia) Base aérienne à Geçitkale (Lefkóniko)	Sécuriser la population chypriote turque Pérenniser la RTCN Soutenir les recherches d'hydrocarbures en Méditerranée
Irak (région autonome kurde)	Accord bilatéral de 1982 Consentement du Gouvernement régional kurde	3 000	Au moins 19 bases, dont 15 bases militaires et 4 bases de renseignement. Les principales seraient à Kani Masi, à Bamarni (aéroport) et à Zelkan.	Prévenir les infiltrations du PKK en Turquie Décourager l'indépendance ou toute réelle autonomie de la région kurde Prévenir l'influence iranienne
Syrie (nord)	Accords avec la Russie (septembre 2018 et octobre 2019)	Quelques dizaines de milliers, dont 13 000 dans la région d'Idlib	Notamment 70 postes militaires dans la région d'Idlib 4 bases dans le nord du gouvernorat d'Alep (Al-Bab, Al-Rai, Akhtarín et Jarablous)	Prévenir les infiltrations du PKK en Turquie Empêcher la création d'une région autonome kurde en Syrie Réduire le nombre de réfugiés syriens en Turquie Affaiblir le gouvernement syrien

Sources : Voir le texte et les notes de bas de page qui précèdent.

Conclusion

En tenant compte des opérations multilatérales auxquelles elle participe, la Turquie est présente militairement dans treize pays, de la Bosnie-Herzégovine à la Somalie et de la Libye à l’Afghanistan. Dans plusieurs cas, ses forces ont mené des opérations d’envergure ou se sont retrouvées au cœur de combats en soutien à leurs alliés. Dans d’autres, l’objectif de la Turquie est essentiellement de renforcer les capacités militaires de ses protégés.

Plusieurs ressorts peuvent expliquer ces multiples déploiements de forces :

- En Syrie et en Irak, Ankara craint avant toute chose l’apparition d’une entité kurde autonome qui lui serait hostile ;
- À Chypre, en Azerbaïdjan, en Albanie, il s’agit d’offrir un soutien et de développer des liens étroits avec les dirigeants de communautés turques ou turciques, ou de peuples qui lui sont traditionnellement proches ;
- Avec ses bases dans des ports de Méditerranée, de mer Rouge et du golfe Arabo-Persique, Ankara vise à imposer ses intérêts économiques et géostratégiques dans des zones particulièrement convoitées ;
- Ces coopérations militaires permettent à la Turquie de promouvoir, via des ventes, des dotations ou des coproductions, en particulier avec le Qatar, une industrie de défense en plein développement¹¹⁸.

On ne peut s’empêcher de remarquer que la plupart des projections de forces d’Ankara se font à l’intérieur ou à immédiate proximité de ce qui était l’empire ottoman, où l’influence culturelle turque est restée vivace. Comme le souverain de cet empire se voulait également « calife », c’est-à-dire chef suprême des musulmans, certains n’hésitent pas à imputer cette ambition au président Erdoğan, d’autant plus qu’il fortement contribué à (ré)islamiser la société turque depuis son arrivée au pouvoir¹¹⁹.

Quoi qu’il en soit, cette politique de la Turquie, ressentie comme provocatrice, suscite une méfiance de plus en plus vive de ses voisins, en particulier l’axe Ryadh-Abou Dhabi-Le Caire. De même, après les ambiguïtés de ses liens avec des organisations djihadistes, ses interventions en Libye et en Azerbaïdjan et, surtout, l’extension unilatérale de son plateau continental en Méditerranée ont fortement mécontenté plusieurs de ses supposés alliés au sein de l’OTAN. Malgré le « scandale » créé par l’achat de missiles russes, les tensions semblent moins vives avec Washington où l’arrivée d’une nouvelle direction devrait entraîner une clarification des relations entre les deux pays.

118. Selon le récent classement de Defense News, 7 firmes turques se trouvent dans le « top 100 » des principaux producteurs d’armes (contre par exemple 5 françaises et 2 russes). Voir [Top 100 for 2020](#), *Defense News*, consulté le 13 décembre 2020.

119. Essam Mohamed, [Turkey ‘dreaming of empire in Libya,’ says Egyptian strategist](#), *Arab News*, 1^{er} août 2020 & Par Marc Semo, [Turquie : les nouveaux habits historiques du président Erdogan](#), *Le Monde*, 13 novembre 2020.

Avec Moscou, malgré des oppositions frontales sur plusieurs terrains (Syrie, Libye, Azerbaïdjan...), un *modus vivendi* instable semble avoir été trouvé, dévoilant au passage l'absence flagrante des États-Unis et de l'Union européenne dans les grands dossiers diplomatiques de l'heure. De même, Téhéran et Ankara paraissent actuellement tolérer leurs aventures militaires réciproques au Moyen-Orient et éviter toute confrontation directe. Une stratégie similaire d'évitement pourrait caractériser les relations avec Tel Aviv. Alors que la Turquie a été le premier pays du monde islamique à reconnaître l'État d'Israël, les relations entre les deux pays se sont fortement dégradées à partir de 2009, en réaction à la répression israélienne dans la bande de Gaza¹²⁰. Se posant de plus en plus en principal défenseur de la cause palestinienne, en concurrence avec l'Iran, Ankara a suspendu sa coopération militaire avec Tel Aviv en 2011¹²¹. Cependant, sur d'autres terrains, comme en Syrie, les deux pays semblent partager des objectifs communs sans collaborer directement.

Si le président Erdoğan excelle dans l'exploitation des contradictions de ses rivaux, il est aussi conscient de conserver des alliés. Si plusieurs de ces alliances apparaissent comme durables, certaines sont purement circonstancielles, et risquent donc d'être peu fiables et éphémères¹²², comme le cas du Soudan l'a récemment montré.

En moins d'une décennie, la Turquie a sans conteste tourné la page de la politique du « zéro problème avec nos voisins » défendue par l'ancien ministre des Affaires étrangères Davutoğlu¹²³, qui avait ainsi rencontré 61 fois Bachar al-Assad jusqu'en 2011¹²⁴ et a depuis fondé un parti politique rival à celui du Parti de la justice et du développement (AKP) du président Erdoğan.

Cette politique agressive et hyperactive demande des capacités économiques et militaires à même de soutenir de multiples engagements extérieurs face à des voisins immédiats ou plus lointains excédés par de telles initiatives. Si les dépenses militaires turques ont pratiquement doublé entre 2010 et 2019¹²⁵, les forces de sécurité ont été purgées de plus de 67 000 hommes après la tentative de coup d'État de juillet 2016, l'armée de l'air perdant par exemple près de la moitié de ses pilotes d'avions de chasse¹²⁶. Sur le plan économique, le produit intérieur brut a baissé de 20 % de 2013 à 2019¹²⁷ et connaîtra – comme dans de nombreux pays – une chute drastique en 2020.

120. [Stormy debate in Davos over Gaza](#), *Aljazeera*, 29 janvier 2009 & Ian Black et Haroon Siddique, [Q&A: The Gaza Freedom flotilla](#), *The Guardian*, 31 mai 2010.

121. [Turkey suspends Israel defence and trade ties](#), *Aljazeera*, 6 septembre 2011.

122. Amal Sahli, [Une stratégie géopolitique de la Turquie à multiples tranchants potentiellement réversibles](#), *Infoguerre*, 5 octobre 2018.

123. [Atatürk and the positive Turkish nationalism](#), *Blogactiv*, 25 juin 2010 & Jean Marcou, [Les relations turco-syriennes : de l'idylle à la descente aux enfers](#), *Les Cahiers de l'Orient* 2012/3 (n° 107), *Cairn.info*, 2012.

124. Jean Marcou, *op. cit.*

125. [Military expenditure by country, in constant \(2018\) US\\$ m., 1988-2019](#), SIPRI Military Expenditure Database, SIPRI, 2020.

126. Emile Bouvier, [Des forces armées exsangues au lendemain de la tentative de coup d'état](#), *Les clés du Moyen-Orient*, 15 juillet 2020.

127. [Turkey GDP1960-2019 Data](#), *Trading Economics*, consulté le 13 décembre 2020.

Nombreux sont donc ceux à penser que la Turquie n'a pas les reins assez solides pour mener à bien ses ambitions géostratégiques et que le projet « néo-ottoman » qu'on lui attribue est voué à l'échec¹²⁸. Vraisemblablement, les dirigeants turcs devront prochainement revoir à la baisse les moyens consacrés à leurs interventions extérieures afin de maintenir à un niveau acceptable les budgets sociaux et conserver, à l'intérieur, le minimum de popularité qui leur permettrait de se maintenir au pouvoir.

Auteur

Georges Berghezan, est chercheur au GRIP, spécialisé dans les problèmes de contrôle des armements en Afrique. Depuis quelques années, ses recherches portent également sur le Moyen-Orient, particulièrement au regard de la militarisation et des conflits qui affectent cette région.

128. Soner Cagaptay, [Erdogan's "Mini Empire" in Libya and Syria](#), *Turkeyscope*, vol. 4, n° 3, The Washington Institute, février 2020 & John C. Hulsman, [Erdogan's Turkey in danger of imperial overstretch](#), *Arab News*, 16 octobre 2020.